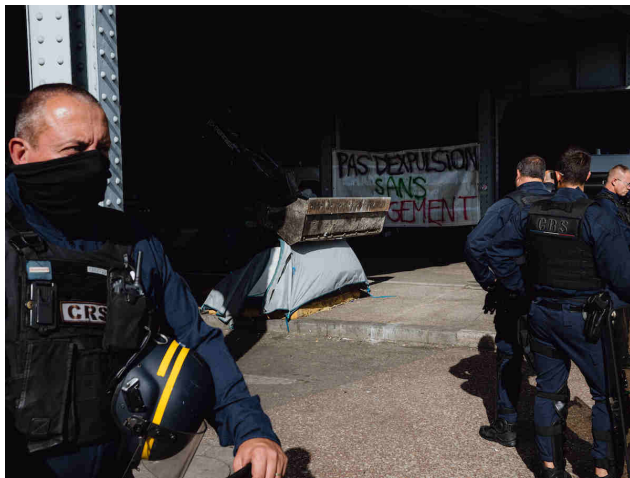


Reportage. À Lyon, évacuation du campement sous le pont Jean-Macé : « On met dehors des sans-abri »

[Iris Bronner](#)

Situé dans le 7^e arrondissement, le plus grand campement de sans-abri de Lyon a été démantelé par les forces de l'ordre ce mardi 22 juillet. Une centaine de personnes vivaient sur place, une dizaine seulement ont obtenu une solution de relogement.



Démantèlement campement de Jean Macé, 22 juillet 2025. © Pierre Ferrandis

Avec près d'une centaine de tentes et d'habitants, les dessous du pont ferroviaire de Jean Macé (Lyon 7^e) étaient devenus, depuis quatre ans, le campement de sans-abri le plus vaste de la ville. Ce mardi 22 juillet, le bidonville a été évacué et démantelé. Tout comme celui du pont du boulevard Yves-Farges, situé quelques centaines de mètres plus loin.

Des dizaines de policiers accompagnés d'agents de la Métropole, vêtus de combinaison blanches et de masques, sont intervenus très tôt dans la matinée. De lourds engins de chantiers ont débarrassé le bitume des abris, matelas et autres objets de fortune installés sur place.

« Problèmes de salubrité publique »

Cette vaste opération de police organisée par la Préfecture du Rhône fait suite à des procédures engagées par la Métropole de Lyon, en accord avec la Ville de Lyon, sous couvert de problématiques de sécurité et de salubrité publique.

« Ces évacuations ont été rendues nécessaires en raison de problèmes récurrents de sécurité. Depuis plusieurs semaines, le nombre de personnes présentes augmente. Depuis début 2025, les différents services constatent des tensions et une dégradation des conditions sanitaires, engendrant des problèmes de salubrité publique », a justifié la Ville de Lyon dans un communiqué de presse.

À la suite de tensions, les agents de propreté ne passaient plus sous le pont, tandis que les autorités évoquaient la multiplication de faits de violences et de trafics de drogue.



Démantèlement campement de Jean Macé, 22 juillet 2025. © Pierre Ferrandis

Sur place ce matin-là, assis sur un modeste sac d'affaires, Pedro observe les engins de chantiers arracher les tentes : « *C'est pas possible* », souffle-t-il. L'homme sans domicile fixe originaire du Portugal habitait ici depuis plusieurs mois. « *Je dormais quand ils sont arrivés, j'ai entendu les sirènes. Je n'ai pas eu le temps de manger, je n'ai plus d'endroit où dormir* », se désole l'homme, la tête entre les mains.

Une trentaine d'occupants étaient présents au moment de l'arrivée des forces de l'ordre aux alentours de 7 heures du matin. Une partie avait déjà quitté les lieux, avertis depuis quelques jours d'une opération d'évacuation à venir.

« Je ne sais pas où je vais aller »

« *Des policiers sont passés fouiller nos tentes la semaine dernière, c'était très violent. Je me sens mal et triste. Je ne sais pas ce que je vais faire* », nous raconte Amadoi, un autre habitant du bidonville, toujours sur place, valise à la main. Des opérations de recensement ont, en effet, eu lieu, la semaine passée.

À la suite de ce « diagnostic social », onze adultes et deux enfants ont été pris en charge par les services de l'État. Cinq individus ont été interpellés au regard de leur situation administrative, selon les informations communiquées par la préfecture. Pour le reste des occupants, c'est un saut dans l'inconnu, aucune proposition de relogement ne leur a été faite.



Démantèlement campement de Jean Macé, 22 juillet 2025. © Pierre Ferrandis

« On remet des sans-abri à la rue. On enlève à des gens qui n'avaient presque rien, le peu qu'ils avaient », s'émeut Aurore Brouet, trésorière de la section du 8e arrondissement de la Ligue des droits de l'Homme. « Nous avons croisé un homme qui était parti travailler très tôt ce matin, avant l'arrivée des CRS. Il avait laissé ses affaires dont ses papiers et son titre de séjour, tout a été envoyé à la benne », nous confie-t-elle.

« Sans solution d'hébergement, c'est un scandale »

Comme Aurore, une cinquantaine de militants et de soutiens sont venus protester contre le démantèlement du campement. *« Sans solution d'hébergement, c'est un scandale. On ne règle absolument rien. On déplace le problème, ils vont juste s'installer ailleurs ! », s'insurge Sophie Charrier, une militante de la France insoumise. Plusieurs chants ont retenti derrière le brouhaha des machines.*

« On met dehors des gens qui sont déjà dehors. Il fallait une réponse sanitaire, éducative, sociale, et pas seulement sécuritaire. Ils auraient pu leur proposer de loger dans les nombreux logements vacants qui existent à Lyon », défend de son côté Frédéric, un retraité et ancien syndicaliste Sud Solidarités.

« J'ai croisé une infirmière du Vinatier qui passe tous les jours pour prodiguer des soins et des traitements, elle n'avait pas été mise au courant de l'évacuation et elle s'inquiétait pour ses patients. Après on s'étonne si les gens décompensent... », s'agace l'homme. D'après des membres d'association présents sur place, aucun représentant des services sociaux n'était présent ce matin pour accompagner les anciens occupants.

Contactée, la Métropole de Lyon n'a pas répondu à nos sollicitations d'interview.